



L'agriculture et la bioéconomie^[1] constituent l'un des secteurs les plus importants de l'Union européenne (UE), avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 2 000 milliards d'euros et un effectif de 18 millions de salariés, soit 8 % de la main-d'œuvre totale dans l'UE^[2]. Leur contribution à la croissance économique des régions rurales et côtières est déterminante, représentant environ 4,2 % du produit intérieur brut de l'UE^[3]. La majorité des acteurs du secteur sont des exploitants agricoles, des petites et moyennes entreprises (PME), des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et des coopératives qui sont relativement mal desservies par le secteur financier. Un peu plus d'un quart (28 %) de la population de l'UE vit dans des zones rurales dont le développement est souvent entravé par la rareté des possibilités d'éducation ou d'emploi au niveau local, par les difficultés d'accès aux services publics ou aux services de transport, et par une moindre couverture du haut débit. En dehors de l'Union européenne, la sécurité alimentaire reste un enjeu majeur.

Il est essentiel d'investir dans les chaînes d'approvisionnement agricoles et les zones rurales pour répondre à la demande croissante d'aliments plus sains et relever des défis comme la dégradation des sols, le gaspillage alimentaire, la pollution et les changements climatiques. La nécessité de moderniser les actifs corporels, de renforcer l'utilisation des technologies numériques dans les processus de production et d'utiliser les ressources plus efficacement est aussi de nature à susciter un besoin continu d'investissements. L'innovation est cruciale pour l'avenir du secteur de la bioéconomie dans son ensemble. La transition vers une économie circulaire et sobre en carbone crée de nouveaux marchés potentiels, avec une demande croissante de biomasse (pour la bioénergie) et de matériaux d'origine biologique pour des produits allant des emballages biodégradables au maquillage. En résumé, un développement territorial équilibré et durable favorise la cohésion et requiert des investissements dans les zones rurales et urbaines.



Culture durable des algues marines.

[1] La bioéconomie englobe tous les secteurs et systèmes qui s'appuient sur les ressources biologiques – les animaux, les végétaux, les micro-organismes, et la biomasse qui en est issue, y compris les déchets organiques – ainsi que leurs fonctions et principes. Elle comprend et met en relation : les écosystèmes terrestres et marins et les services qu'ils procurent ; tous les secteurs de production primaire qui utilisent et produisent des ressources biologiques (agriculture, sylviculture, pêche et aquaculture) ; et tous les secteurs économiques et industriels qui utilisent des ressources et des procédés biologiques pour produire des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des bioproduits, de l'énergie et des services (voir Commission européenne, « Bioeconomy: the European way to use our natural resources, Action Plan 2018 », accessible [ici](#)).

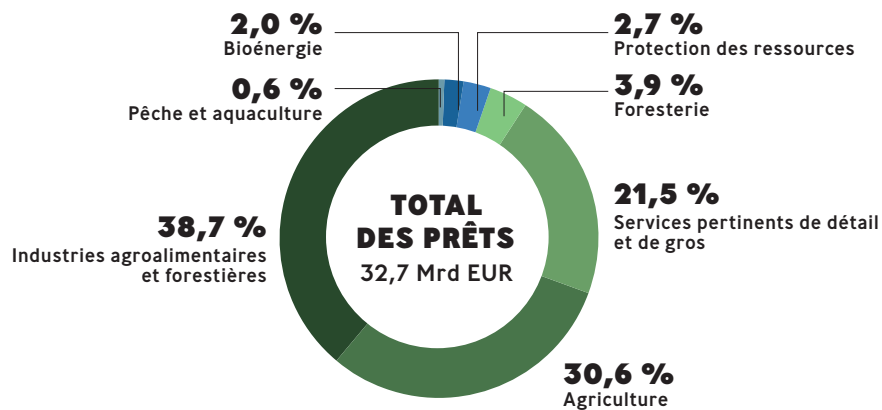
[2] Commission européenne, « Bioeconomy: the European way to use our natural resources, Action Plan 2018 ».

[3] Ibid.

FAITS ET CHIFFRES

L'agriculture et la bioéconomie constituent un secteur stratégique pour le Groupe BEI. Nous affinons constamment nos outils, qui comprennent des prêts directs et intermédiés ainsi qu'une assistance technique.

Prêts de la BEI en faveur de l'agriculture et de la bioéconomie (2016-2020)



De 2016 à 2020, la BEI a cofinancé le secteur de l'agriculture et de la bioéconomie à hauteur de 31,1 milliards d'euros (dont 86 % dans les pays de l'UE). Nous finançons des projets dans les chaînes de valeur de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et de la foresterie. Nous portons une attention particulière à la qualité et à la sécurité alimentaires, au développement rural durable et inclusif, à la production respectueuse du climat, à l'innovation, à l'utilisation efficace des ressources et à la foresterie tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. Nos financements changent véritablement la donne sur le terrain. Voici quelques exemples de résultats :

- **Environ 56 000 prêts aux PME dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche ont été accordés par l'intermédiaire de banques partenaires entre 2016 et 2020, ce qui représente un total d'environ 6 milliards d'euros de prêts dans 26 États membres de l'UE.**
- **145 000 hectares de forêts ont été plantés en 2019.**

Le Fonds européen d'investissement (FEI), la branche de capital-investissement de la BEI, a également constitué un important portefeuille d'investissements dans l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Depuis 1999, selon les estimations, les instruments gérés par le FEI ont catalysé plus de 12,5 milliards d'euros de financement dans le secteur de l'agriculture et de la bioéconomie, au profit de 175 000 PME et petites ETI.

Le Groupe BEI n'a cessé d'intensifier ses efforts en faveur du secteur depuis la réforme de la politique agricole commune. L'évolution de cette politique dans le sens d'une libéralisation et d'un abandon des mécanismes de soutien liés à la production et au marché l'a conduit à intervenir pour répondre aux besoins de financement des agriculteurs. Pour ce faire, le Groupe BEI a mis en place une large gamme de produits financiers sur mesure, allant des prêts aux investissements en fonds propres, en passant par des services de conseil et des garanties. Le montant minimum des prêts directs est de 7,5 millions d'euros (pour un projet d'investissement total de 15 millions d'euros) ; les promoteurs qui ont besoin de prêts moins importants peuvent s'adresser aux banques intermédiaires avec lesquelles nous travaillons.

Nous soutenons les autorités nationales et régionales européennes dans la mise en œuvre de leurs programmes de développement rural en mettant à leur disposition des financements et des services de conseil. Par l'intermédiaire du FEI et en collaboration avec la Commission européenne et plusieurs autorités de gestion dans toute l'Union européenne, le Groupe BEI aide également les agriculteurs à mettre en place des instruments financiers soutenus par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Nous contribuons à satisfaire les besoins plus généraux de l'économie rurale sur le plan des infrastructures publiques au moyen de prêts directs, de prêts-cadres aux collectivités publiques concernées ou de partenariats public-privé, afin de financer la modernisation du haut débit dans les zones rurales, des établissements d'enseignement agricole, de la voirie rurale et forestière, de l'irrigation et d'autres investissements publics propices à la croissance en milieu rural.



PROJETS MARQUANTS

Projets dans l'Union européenne

Prêt-programme pour les PME et les ETI du secteur agricole, Union européenne

Un milliard d'euros à l'appui de l'agriculture et de la bioéconomie dans toute l'UE, avec un volet spécial ciblant les jeunes agriculteurs.

[Plus d'informations en ligne](#)

Site de transformation du lait en Normandie, France

Prêt de 55 millions d'euros à la coopérative agricole française Les Maîtres laitiers du Cotentin pour la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine de valorisation du lait à Méautis, en Normandie.

[Plus d'informations en ligne](#)

Usine de transformation du poisson, Croatie

Prêt intermédié à PP Orahovica, une entreprise agricole croate qui exporte du poisson. La société a obtenu un prêt de 4,4 millions d'euros sur 14 ans auprès de HBOR, une banque croate qui sert d'intermédiaire depuis de nombreuses années pour les financements de la BEI. Le prêt a contribué à financer une usine de transformation de poisson de PP Orahovica.

[Plus d'informations en ligne](#)

Amadéite, France

Prêt de 30 millions d'euros de la BEI à l'appui des activités de recherche-développement (R-D) du groupe Amadéite, pionnier français des biotechnologies marines. La société développe des produits sanitaires et nutritionnels à base d'algues pour les animaux, les plantes et les humains, qui permettent de réduire au minimum l'utilisation d'antibiotiques, de pesticides et d'engrais chimiques. Le prêt contribuera à financer le programme de R-D d'Amadéite « Sans antibiotique grâce aux algues ».

[Plus d'informations en ligne](#)

Novamont – Chimie renouvelable, Italie

Prêt de 30 millions d'euros de la BEI pour le développement des bioplastiques et produits biochimiques innovants de Novamont, à base de ressources renouvelables, qui sont biodégradables et compostables. La stratégie globale adoptée par Novamont, dont le modèle commercial inclut l'agriculture locale ainsi que la réutilisation des sous-produits, a des retombées positives sur l'innovation matérielle.

[Plus d'informations en ligne](#)

Chr. Hansen – Recherche et innovation dans le secteur de l'alimentation, Danemark

Accord de prêt de 120 millions d'euros conclu avec l'entreprise de biosciences Chr. Hansen en vue de renforcer ses activités de recherche-développement dans les domaines des cultures et des enzymes alimentaires, ainsi que de la santé et de la nutrition. Le projet devrait servir à mettre au point des produits innovants pour les secteurs des compléments nutritionnels et alimentaires, comme des probiotiques qui favorisent une bonne santé ou des procédés de culture qui permettent de prolonger la durée de conservation des produits frais.

[Plus d'informations en ligne](#)

Développement rural, Roumanie

Un prêt de la BEI de 450 millions d'euros pour cofinancer des projets de développement rural sur tout le territoire de la Roumanie soutenus par des fonds de l'UE pour un total de 5,4 milliards d'euros. Il appuiera la modernisation de 3 000 exploitations agricoles et cofinancera 400 projets dans le domaine de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles, ainsi que 750 aménagements visant à améliorer les services destinés à la population rurale.

[Plus d'informations en ligne](#)

Développement rural, Hongrie

Prêt de la BEI de 400 millions d'euros accordé à la Hongrie pour cofinancer des projets prioritaires favorisant le développement rural qui bénéficient du soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural au cours de la période de programmation 2014-2020. Ce prêt contribuera à sauvegarder et à créer des emplois en zones rurales, dans les secteurs de la production et de la transformation agroalimentaires, de la foresterie, du tourisme rural et de la prestation de services.

[Plus d'informations en ligne](#)

Appui à l'économie rurale, Espagne

La BEI, le FEI et l'ICO ont signé avec Grupo Cajamar un accord visant à octroyer plus de 1 milliard d'euros aux PME et aux travailleurs indépendants dans les zones rurales et dans le secteur agroalimentaire.

[Plus d'informations en ligne](#)

PROJETS MARQUANTS

Projets dans l'Union européenne

Groupe Roullier, France

Appui aux activités de recherche-développement dans le domaine de la nutrition animale et végétale. Premier financement accordé par la BEI dans le cadre de son prêt-programme en faveur de l'agriculture et de la bioéconomie, lancé en 2018, qui cible les PME et les coopératives en Europe.

[Plus d'informations en ligne](#)

enet, Irlande

Prêt de 12 millions d'euros de la BEI à l'appui de l'expansion de la prochaine génération d'infrastructures de télécommunications à fibre optique dans toute l'Irlande. Le projet contribuera à connecter les petites entreprises rurales irlandaises à l'internet, leur permettant ainsi de rester compétitives.

[Plus d'informations en ligne](#)

Foster/Feader, France

Instrument financier de garantie des premières pertes sur portefeuille, déployé dans la région française d'Occitanie dans le cadre du mécanisme de garantie AGRI. Le financement total de cet instrument s'élève à 27 millions d'euros, dont 15 millions d'euros au titre du programme de développement rural (PDR) Languedoc-Roussillon et 12 millions d'euros au titre du PDR Midi-Pyrénées. Il devrait se traduire par 135 millions d'euros de nouveaux prêts en faveur d'au moins 1 000 agriculteurs et PME actives dans les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier.

[Plus d'informations en ligne](#)

Plateforme AGRI, Italie

L'initiative vise à gérer les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) en proposant une garantie non plafonnée dans certaines régions italiennes (actuellement, huit régions ont rejoint la plateforme avec une contribution totale de 71 millions d'euros), où les autorités de gestion des programmes de développement rural concernés se servent des ressources qu'elles gèrent pour couvrir les premières pertes. Dans sa configuration actuelle, l'instrument financier devrait déboucher sur un portefeuille de nouveaux prêts pouvant atteindre 500 millions d'euros en faveur de 4 000 bénéficiaires finals dans le secteur agricole.

[Plus d'informations en ligne](#)

Fonds de fonds du Feader, Roumanie

Un instrument financier de prêt avec partage des risques de portefeuille, doté d'un financement total de 94 millions d'euros mis à disposition par les autorités roumaines dans le cadre de leur



Expansion du réseau d'accès ouvert à fibre optique du promoteur en Irlande.

programme de développement rural. Il devrait déboucher sur un portefeuille de nouveaux prêts pouvant atteindre 126 millions d'euros en faveur d'au moins 350 agriculteurs et PME agricoles. Les mesures couvertes par l'instrument comprennent des investissements dans des actifs physiques des industries agricole et agroalimentaire, en particulier le secteur de la fruiticulture, ainsi que des investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles.

[Plus d'informations en ligne](#)

Alter'NA – Fonds ESI/Feader Nouvelle-Aquitaine, France

Cette région est la première à avoir officiellement rejoint l'initiative Feader/Fonds ESI qui a été lancée en collaboration avec la BEI et la DG AGRI en 2016. La taille du mandat s'élève à 30 millions d'euros provenant des ressources du Feader, et 6 millions d'euros du produit de panachage au titre du FEIS ont été réservés pour le mandat comme tranche de deuxièmes pertes. Le mandat devrait permettre de mobiliser au moins 150 millions d'euros de financement pour 1 200 prêts.

[Plus d'informations en ligne](#)

Initiative nationale pour l'agriculture française, France

Dans le cadre du plan d'investissement Macron, le ministère français de l'agriculture s'est adressé au Groupe BEI afin d'élaborer un instrument financier visant à soutenir le développement du secteur agricole et à faciliter l'accès des agriculteurs et des exploitations agricoles au financement. Avec 60 millions d'euros provenant du budget de l'État affectés en tant que tranche supportant les premières pertes, auxquels s'ajoutent 45 millions d'euros du FEIS en tant que tranche des deuxièmes pertes, cet instrument financier est destiné à constituer un portefeuille de nouveaux prêts d'une valeur approximative de 1 milliard d'euros.

[Plus d'informations en ligne](#)



PROJETS MARQUANTS

Projets en dehors de l'Union européenne

Althelia Sustainable Ocean Fund, Amérique latine, Afrique et Asie

Prise de participation de 20 millions d'euros de la BEI dans ce fonds en faveur de la pêche, de l'aquaculture et du développement côtier. Le financement permet aux communautés locales d'adopter des pratiques durables sur le plan environnemental et social, tout en rendant leurs activités plus rentables.

[Plus d'informations en ligne](#)

Production de riz, Sénégal

Financement de 15,7 millions d'euros pour la Compagnie agricole de Saint-Louis à l'appui d'un projet de production intégrée de riz. Ce projet aura des répercussions socio-économiques majeures au Sénégal, en favorisant le développement local, en créant des emplois et en contribuant à l'autosuffisance en matière de production de riz.

[Plus d'informations en ligne](#)

Diversification du secteur du sucre, Maurice

Construction d'une distillerie d'éthanol pour la production de biocarburant contribuant à la capture de CO₂ (prêt de la BEI de 8 millions d'euros). La distillerie permettra au producteur de sucre Omnicane de valoriser les sous-produits de la transformation de la canne à sucre.

[Plus d'informations en ligne](#)

Groupe Kernel, Ukraine

Prêt de 250 millions d'euros de la BEI au groupe Kernel, l'une des plus grandes entreprises diversifiées de l'agroalimentaire en Ukraine. Ce prêt appuiera l'expansion de la capacité de production d'huile de graines de Kernel, améliorera nettement sa structure logistique, financera la construction de centrales de cogénération de chaleur et d'électricité fonctionnant à la biomasse et augmentera les capacités de stockage dans plusieurs régions d'Ukraine.

[Plus d'informations en ligne](#)



Production de riz dans le delta du fleuve Sénégal.

RESSOURCES

SITES WEB

- **Agriculture, alimentation et développement rural**
 - **Foresterie**
 - **Mécanisme AGRI du FEI**
 - **fi-compass**
 - **Mécanisme de financement du capital naturel**
-

PUBLICATIONS

- **Agriculture et bioéconomie**
 - **Foresterie**
 - **Prêt-programme en faveur de l'agriculture et de la bioéconomie**
 - **Conditions d'accès aux financements pour les investissements dans les bio-industries et l'économie bleue**
 - **Utilisation des instruments financiers dans l'agriculture**
-

VIDÉOS

- **Centre Puratos Inspirience**
- **Protection des paysages**
- **Lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale**
- **Des emplois pour l'Afrique**
- **Le Land Degradation Neutrality Fund**
- **Accès haut débit en Alsace : 370 000 foyers raccordés à la ligne très haut débit**
- **Comment le FEIS bénéficie aux PME en Europe – Jan David (Danemark)**
- **Appui au développement des PME en Grèce – Manifoods**
- **Soutien à l'agriculture dans le cadre de Foster (Région Occitanie en France)**
- **Fonds de fonds Foster, relevant des Fonds ESI, en Occitanie**



Berger de Géorgie, bénéficiaire du prêt pour les PME et d'autres priorités accordé à PCH.



CONTACTS POUR LA PRESSE

Vanessa Paul
+352 4379-84331
v.paul@eib.org

Anne-Laure Gaffuri
+352 4379-83689
a.gaffuri@eib.org

Service de presse
+352 4379-21000
press@eib.org
www.eib.org/press

CONTACTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Banque européenne d'investissement
98-100 boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

Bureau d'information
+352 4379-22000
info@eib.org
www.eib.org

Ce tour d'horizon, avec
des liens vers des articles,
des brochures et des vidéos,
est disponible en ligne :

www.eib.org/agriculture

